

# Droit Administratif

44<sup>e</sup> année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Paris-XII

N° 2 - FEVRIER 2005

Alertes 3 et 4

Étude 3

Commentaires 15 à 29

Pratiques 2

## Marchés public

### 3 La dématérialisation de l'achat public à l'épreuve de l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2005

Étude par Lucie CLUZEL,  
Docteur en droit, CERSA-CNRS (p. 7)

Si depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 les acheteurs publics ne peuvent plus refuser de recevoir des candidatures et des offres dématérialisées, il règne encore une certaine confusion dans la détermination des règles applicables à la dématérialisation des marchés publics. Les collectivités publiques sont obligées d'imaginer des solutions expérimentales, pour la conception desquelles elles peuvent bénéficier de certaines formes d'assistance.

## Élections

### 17 Propagande électorale et bulletin municipal

Commentaire par Hélène MANCIAUX,  
Docteur en droit public,  
Assistant de justice au tribunal  
administratif de Dijon (p. 17)

## Environnement

### 18 L'insuffisance de l'étude d'impact du tramway de Strasbourg

Commentaire par Camille URLACHER,  
ATER à l'Université de Paris X-Nanterre  
(p. 19)

## Notamment ce mois-ci

### Repère

► 2 Les contrats d'aménagement et l'économie mixte dans la tourmente (p. 3)

par Jean-Bernard AUBY

### Alertes

► 3 La maîtrise d'ouvrage publique et le droit communautaire. Pour l'avocat général, la loi MOP était bien contraire au droit communautaire (p. 4)

Focus par Rozen NOGUELLOU

### Commentaires

► 16 Droit communautaire : le choix d'un sous-traitant par un pouvoir adjudicateur titulaire d'un marché (p. 15)

par Alain MÉNÉMÉNIS

### ► 19 Entreprises publiques

Service minimum en cas de grève dans les entreprises publiques : quel recours pour les usagers ? (p. 22)

par Martine LOMBARD

### ► 20 Fonction publique

Les conséquences de l'article L. 122-12 du Code du travail (p. 24)

Note CE

### ► 26 Régulations économiques

Le juge doit-il contrôler la pertinence de l'analyse économique servant de base à une décision ? (p. 29)

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

### Pratiques

► 2 Dialogue compétitif : la rédaction du cahier des charges sur la base duquel est réalisé l'offre définitive (p. 33)

par Paul LIGNIÈRES

## REPÈRE (page 3)

- Les contrats d'aménagement et l'économie mixte dans la tourmente ..... n° 2

## ALERTES (page 4) ..... n° 3 et 4

## ÉTUDE (page 7)

- La dématérialisation de l'achat public à l'épreuve de l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ..... n° 3

## COMMENTAIRES

### CONCURRENCE (page 14)

- Application du droit de la concurrence aux activités publiques

La réparation des dommages créés par des comportements anticoncurrentiels en matière de contrats administratifs - Michel Bazex et Sophie Blazy ..... n° 15

### CONTRATS (page 15)

- Marchés

Droit communautaire : le choix d'un sous-traitant par un pouvoir adjudicateur titulaire d'un marché - Alain Ménéménis ..... n° 16

### ÉLECTIONS (page 17)

- Élections locales

Propagande électorale et bulletin municipal - Hélène Manciaux ..... n° 17

### ENVIRONNEMENT (page 18)

- Études d'impact

L'insuffisance de l'étude d'impact du tramway de Strasbourg - Camille Urlacher ..... n° 18

### ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

(page 22)

- Régime des entreprises publiques

Service minimum en cas de grève dans les entreprises publiques : quel recours pour les usagers ? - Martine Lombard ..... n° 19

## FONCTION PUBLIQUE (page 24)

- Statuts

À propos des conséquences de l'article L. 122-12 du Code du travail - Note CE ..... n° 20

- Recrutement

Admission à concourir : la prise en compte d'infractions pénales - Note CE ..... n° 21

## POLICE (page 26)

- Polices sanitaires

Principe de précaution et mesures de police - Note CE ..... n° 22

## PROCÉDURE (page 27)

- Référé

Référé-suspension : recevabilité, motivation de la décision du juge - Note CE ..... n° 23

## RESPONSABILITÉ (page 28)

- Responsabilité quasi-contractuelle

Enrichissement sans cause : le cas de prestations fournies à une collectivité sans contrat - Note CE ..... n° 24

- Activités de contrôle

Droit communautaire et responsabilité pour défaut de contrôle des banques ..... n° 25

## SERVICES PUBLICS ET RÉGULATION (page 29)

- Régulations économiques

Le juge doit-il contrôler la pertinence de l'analyse économique servant de base à une décision ? - Michel Bazex et Sophie Blazy ..... n° 26

## URBANISME (page 31)

- Non-indemnisation des servitudes

Non-indemnisation des servitudes créées par les plans de prévention des risques naturels ..... n° 27

- Préemption

Utilisation des biens préemptés et rétrocession ..... n° 28

- Entrées de villes

La notion d'« espace urbanisé » s'apprécie objectivement ..... n° 29

## PRATIQUES (page 33)

- Dialogue compétitif : la rédaction du cahier des charges sur la base duquel est réalisée l'offre définitive ..... n° 2

La rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet. Les arrêts portant la mention « Note CE » sont annotés par Emmanuel Glaser, commissaire du gouvernement près le Conseil d'État.

## Index

### Concurrence

Application du droit de la concurrence aux activités publiques ..... comm. 15

### Contrat

Mandat de maîtrise d'ouvrage publique ..... alerte 3

### Élections

Financement ..... comm. 17

### Entreprise publique

Personnel ..... comm. 19

### Environnement

Étude d'impact ..... comm. 18

### Fonction publique

Recrutement ..... comm. 21

Statut ..... comm. 20

### Marché public

Droit communautaire ..... comm. 16

Passation ..... étude 3, prat. 2

PME ..... alerte 4

### Partenariat public-privé

Dialogue compétitif ..... prat. 2

### Police

Police sanitaire ..... comm. 22

### Référé

Référé-suspension ..... comm. 23

### Régulation

Prix pharmaceutique ..... comm. 26

### Responsabilité

Activités de contrôle ..... comm. 25

Responsabilité quasi-contractuelle ..... comm. 24

### Urbanisme

Opérations d'aménagement ..... repère 2

Préemption ..... comm. 28

Règles générales ..... comm. 29

Servitude ..... comm. 27